



Rapport politique au Comité national

Pour affronter la crise : priorité au rassemblement par les luttes socio-économiques

Le 20 novembre 2022, le Comité national du Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) se réunissait en plénum. À cette occasion, il a fait le point à la fois sur les enjeux internes et externes afin d'établir les priorités nécessaires à renforcer le Parti communiste comme point d'ancrage des différentes luttes sociales, économiques, démocratiques et populaires.

Dans un contexte où l'inflation tourne autour de 7% malgré six augmentations du taux directeur de la Banque centrale – il s'agit là de la réponse coordonnée des monopoles non pas pour s'attaquer à l'inflation, mais plutôt à la classe ouvrière qui chercherait à rattraper ce retard, voire pire : demander carrément un enrichissement – il ne fait aucun doute que les questions socio-économiques doivent non seulement être au cœur des revendications, mais elles doivent également être prétextes vers une action politique indépendante et de masse.

Celle-ci ne viendra pas d'elle-même, mais sera l'œuvre de l'action consciente des communistes et de leurs alliés. À l'étape actuelle et considérant nos forces, le Comité national du PCQ-PCC identifie l'agitation et propagande comme tâche prioritaire. Ceci étant, contrairement aux plénums précédents, il nous est présentement possible de mieux cibler ce travail. Il n'est plus question de se contenter de micro-actions spontanées ni de participation à toutes les manifestations imaginables, mais plutôt de concentrer nos efforts à la fois sur la consolidation du Parti et sur le caractère collectif des actions partisans. La classe ouvrière n'a pas besoin d'un autre mouvement gauchiste, mais d'un parti politique organisé parlant d'une seule voix et capable de répondre à la fois à ses revendications immédiates ainsi qu'à ses intérêts à long terme.

C'est pourquoi notre Plénum s'est concentré sur les questions idéologiques, le contexte local, national et global où nous sommes amenés à intervenir ainsi que sur la marche à suivre pour faire de notre Parti un référent actuel dans la lutte des classes.

La lutte idéologique

On le sait, notre classe n'est pas imperméable, elle est poreuse. Jour après jour, des suites des attaques répétées et sans cesse plus violentes, des suites de la cupidité des monopoles, plus nombreux sont ceux qui grossissent les rangs du prolétariat. Les petits artisans, commerçants et autres membres de la petite bourgeoisie industrielle d'hier sont soit devenus prolétaires, soit sous-traitants (c'est-à-dire contremaitres sans le savoir pour les monopoles). De même, les cadres intermédiaires, techniciens et ouvriers ou employés qualifiés voient chaque jour leurs conditions de travail et de vie se dégrader. C'est particulièrement le cas avec l'inflation des derniers mois toujours en cours, maintenant couplée au ressac que représente la hausse des taux directeurs.

Ces couches moyennes ont toujours été la base matérielle du réformisme. D'un côté, elles ont un intérêt objectif de se rallier au combat de la classe ouvrière et la voir comme facteur de changement. De l'autre, elles ne sont pas prêtes à abandonner leurs privilèges. C'est pour cette raison qu'elles ébauchent sur un coin de table toutes sortes de théories relativistes où le point d'ancrage – s'il y en a un – est étranger à la classe ouvrière. Dans le meilleur des cas, celle-ci n'est qu'une catégorie opprimée parmi une myriade d'autres.

Or, nous le savons, toute oppression est le résultat de l'exploitation, de la division de la société en classes; de l'exploitation d'une majorité par une minorité exploiteuse. Tant que celle-ci s'intensifiera, les oppressions perdureront. Notre rôle est donc de rappeler que ces couches moyennes ont avantages à se lier à la lutte de la classe ouvrière plutôt que d'espérer des réformes de la part de la classe dirigeante.

C'est justement l'inverse que la classe dirigeante cherche à faire valoir. Son but est de diviser autant que possible les différents mouvements démocratiques et populaires, à commencer par leur isolement du mouvement syndical et de la classe ouvrière en général.

Le gauchisme comme le réformisme sont l'avertissement et l'envers d'une même médaille. Dans un cas, il s'agit d'inscrire la lutte dans un contexte anhistorique, individualiste, idéaliste pur où le capitalisme n'est qu'une erreur anthropologique et non un stade particulier de la lutte des classes. Dans l'autre, le capitalisme est perçu comme amenant de lui-même le socialisme plutôt que comme porteur des conditions qui, par la lutte consciente de la classe ouvrière et des masses populaires, permettent l'édification du socialisme. Ici, le mécanisme et la métaphysique se substituent à l'idéalisme – au mieux. Les deux propositions se rejoignent en ceci qu'elles occultent la dialectique, donc, plus concrètement, dans l'idée confortable pour la petite-bourgeoisie, de faire la révolution sans le prolétariat – donc ne rien faire !

Notre lutte n'est pas « citoyenne ». Elle n'est pas individuelle non plus, mais se réclame d'un collectif, à savoir la classe ouvrière. Elle ne se satisfait pas de demi-mesures. Nous ne réclamons pas la « répartition » des richesses, mais le retour de celles-ci à l'ensemble des travailleur-euses. Nous ne cherchons pas à réparer un prétendu ascenseur social à coups de politiques identitaires, mais bien à dépasser les contradictions inhérentes à un mode de production qui a fait son temps.

Notre Parti ne doit en aucun cas prendre position entre tel et tel subterfuge de la classe dirigeante, mais bien s'accrocher à sa nature de classe et se rappeler que le progressisme signifie un pas en avant vers le socialisme. Nous n'avons pas pour rôle de farder de rouge la social-démocratie qui n'a plus rien à vendre, mais bien de préparer idéologiquement, politiquement et organisationnellement la classe ouvrière dans ses luttes vers l'abattement complet du capitalisme et l'édification du socialisme. Tel est notre objectif, tel est celui qui doit transparaître de nos communications : socialisme comme exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et internationalisme prolétarien comme horizon.

Le contexte global et notre intervention

Le scepticisme et l'incertitude des travailleur-euses devant l'inflation, l'augmentation des taux d'intérêts, de la crise du capitalisme, mais aussi de la guerre; bref, la peur de ce dont demain sera fait pave la voie à la classe dominante qui lui intime de rejeter toute forme d'audace et de s'en tenir au « moins pire » tout en canalisant les inquiétudes des masses laborieuses vers des questionnements essentiellement individuels. Tel est le contexte global dans lequel nous évoluons.

Les derniers mois ont été marqués par deux phénomènes : une inflation effrénée et la hausse répétée du taux directeur qui est passé de 0,25% à 3,75%. La réponse à cette première par la classe dirigeante est de créer du chômage, faire pression à la baisse sur les salaires et dévaluer du capital global pour garantir les profits des grandes entreprises.

Dans un contexte de capitalisme mondialisé où la compétition entre monopoles s'exacerbe et ce, de façon violente comme on peut le voir en Ukraine, il ne fait aucun doute que le capitalisme arrivé à son dernier stade, l'impérialisme, s'attaque de plus en plus violemment à la classe ouvrière chez nous comme ailleurs. C'est pourquoi nous devons lutter pour le retrait immédiat du Canada de l'OTAN et remettre la lutte anti-impérialiste au coeur des combats progressistes – par opposition aux questions de société éminemment individuelles.

Par exemple, on parle aujourd'hui de racisme systémique, mais personne ne semble s'intéresser outre mesure du système derrière celui-ci. Or, ce système a un nom : impérialisme. L'oublier, c'est faire le jeu des monopoles internationaux et de regarder ailleurs alors que ceux-ci nous poussent vers la guerre.

Aujourd'hui, on voit un consensus poindre non seulement à la Chambre des Communes autour du doublement des crédits de guerre, mais aussi à l'Assemblée nationale où aucun parti ne semble s'opposer à l'union sacrée consentie entre le NPD et les Libéraux où ceux-ci seraient votés pour peu qu'une partie des retombées des opérations impérialistes servent à augmenter certains programmes sociaux puisqu'il n'est pas question d'augmenter les impôts des entreprises...

Les près de 2 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine représentent en fait autant d'argent détourné des poches des travailleurs pour financer l'OTAN et l'impérialisme occidental dans leurs visées prédatrices. Peu importe qui « gagne » la guerre, le peuple ukrainien pris entre le marteau et l'enclume sera la première victime. L'OTAN en veut plus! Les Conservateurs en veulent plus, tout comme le Parti populaire de Bernier...

La psychose autour des questions d'espionnage industriel, la visite de Nancy Pelosi à Taiwan (que les États-Unis, le Canada et les pays de l'OTAN considèrent officiellement comme territoire chinois), l'appel aux armes pour défendre l'Ukraine alors que ce dernier est interdit par la loi Canadienne (il l'est depuis que les démocrates canadiens se sont mobilisés pour défendre la République espagnole entre 1936 – 1939) ne servent qu'un intérêt : la classe dirigeante québécoise comme canadienne nous appelle à la guerre!

Plus que quiconque, elle appelle sous les drapeaux la jeunesse, la génération la plus éloignée de ce à quoi pouvait ressembler l'amitié entre les peuples grâce à l'URSS.

Les faux débats entre Legault et Trudeau masquent ce consensus entre monopolistes. Loi 96, immigration, défense du français : au final, tous s'entendent sur un point. Legault le nationaliste feint de s'opposer à Trudeau le multiculturaliste, le cosmopolite alors qu'au final, les deux cherchent à s'assurer que les travailleurs migrants ne gonflent pas les rangs du mouvement ouvrier et syndical.

La reconduite de la CAQ au pouvoir, la distorsion des autres partis d'opposition, la montée orchestrée du Parti conservateur ne sont pas des événements fortuits, mais bien un reflet de la volonté des monopoles. Ils ont trouvé en la CAQ un véhicule à leur main et capable d'inspirer un certain consensus afin de mieux institutionnaliser la collaboration entre le capital et le travail.

De plus, le spectre politique québécois, comme ailleurs dans le monde, opère une translation vers la droite tandis que l'empattement entre le pôle de gauche et celui de droite se rétrécit.

Normalement, en période de crise, les organisations social-démocrates font de la démagogie pour enfanner la classe ouvrière. Or, Québec solidaire ne cherche même plus de se présenter comme option ouvrière. Ce n'est pas un hasard si, lors de son discours de victoire, Gabriel Nadeau-Dubois a assuré la CAQ qu'il agirait comme opposition « constructive », ce qui laisse sous-entendre que ce parti n'hésitera pas à accompagner les monopoles. Les questions fondamentales sont similaires à celles du Parti libéral et sont, fondamentalement réactionnaires. Les derniers appels – dont un cosigné par l'ex-Président de la CSN Jacques Létourneau – incitent même cette formation à se rapprocher du Parti québécois.

Lors de notre dernier Congrès national, nous avons rappelé que malgré ses virages à droite successifs, Québec solidaire représente une force de gauche, la plus progressiste en Amérique du Nord. Or, les derniers développements électoraux nous forcent à raffiner cette analyse. Il est de plus en plus clair que QS n'a de gauche que sa prétention. Ses récents gains (Verdun, Ahuntsic) ont été conquis grâce à un vote essentiellement libéral – radical. Cette formation est devenue un pilier du pouvoir des monopoles au Québec en manipulant et trompant les militants progressistes en les embarquant vers un anti-communisme raffiné.

Pourtant, les mois à venir commandent la lutte et nécessitent une direction politique claire. Le Conseil des Ministres récemment nommé rappelle les priorités du gouvernement Legault : s'assurer que le Québec soit gouverné par un Conseil d'administration dont le but premier sera de faire fructifier le capital monopoliste.

Devant la surpopulation des urgences, Christian Dubé rappelle sa volonté de poursuivre la privatisation du réseau. Drainville tient au système à trois vitesses pour en finir avec le service public de l'éducation nationale. Fitzgibbon, empêtré dans de nombreux scandales cherche par tous les moyens à en finir non pas avec l'inflation, mais avec le danger que posent les revendications ouvrières aspirant à un meilleur salaire.

À ces positions antipopulaires, nous rappelons que les services publics correspondent au salaire socialisé. Soit il y a un monopole public sur ceux-ci, soit il y a *hold-up*. Devant l'inflation et la hausse des taux, devant celle afférente de nos loyers; bref, devant la vie chère en général, nous condamnons les allocations que Legault cherche à distribuer. Celles-ci ne serviront qu'à financer la spéculation en plus d'inciter le patronat à maintenir les salaires au plus bas. À l'inverse, nous réclamons une augmentation significative des salaires et des pensions de retraite en général.

Cette bataille est au coeur du conflit entre le capital et le travail. Contrairement à ce que prétend la propagande bourgeoise, l'augmentation des salaires n'implique rien d'autre que la perte de revenus spéculatifs pour la classe possédante. L'inflation n'a rien à voir avec l'augmentation des salaires : pour que ce soit le cas, il faudrait que les travailleurs consomment ce qu'ils produisent. Or, au Canada, les 20% les plus riches s'accaparent 70% des richesses. C'est dire à quel point leur pouvoir d'achat est des plus élevés. Par ailleurs, l'inflation n'est pas non plus attribuable à la guerre en Ukraine : il serait ridicule de prétendre que le blé consommé à travers le monde ait été moissonné en février! En fait, c'est la nature spéculative du capital financier qui en est à l'origine ainsi que le pouvoir des monopoles qui peuvent se servir de différents éléments externes afin d'imposer leurs prix.

Au cours des derniers mois, on nous a rabattu les oreilles avec l'idée d'une pénurie de main d'oeuvre. D'abord, celle-ci était orchestrée par le patronat qui s'est assuré que la classe ouvrière gonfle les rangs des secteurs parasites nécessaires à la réalisation de son capital, ou qu'elle accepte du travail à n'importe quel condition, y compris le travail « à la demande » qui s'universalise avec les avancées technologiques. Ensuite, prétendre que le capitalisme dispose de moins de postes à pourvoir que de main d'oeuvre disponible est un oxymore. Certes, il y a toujours plus de besoins à combler, surtout pour la classe ouvrière, mais c'est du fait que la classe dirigeante consomme plus que ce qu'elle ne produit et que les travailleur-euses produisent pour elle et non pour eux-mêmes. Ainsi, la pénurie de main d'oeuvre n'était qu'un subterfuge pour nous faire oublier que le chômage de masse point à l'horizon et reste l'apanage du capital.

C'est également une manœuvre pour crédibiliser les solutions de la classe dirigeante pour contrer l'inflation, à savoir les allocations gouvernementales. Au final, elles représentent une redistribution non pas de la richesse, mais plutôt des revenus globaux de la classe ouvrière en plus de constituer essentiellement des subventions indirectes aux spéculateurs. À l'inverse, créer des emplois stables et correctement rémunérés force la classe dirigeante à mettre la main au portefeuille directement.

Créer de l'emploi, augmenter les salaires et les retraites, contrôle des prix : tel est le thème central d'une campagne centrale du Parti communiste. Nous devons mobiliser nos efforts autour de celle-ci au cours des prochains mois d'autant plus que la question des salaires sera au coeur de la lutte du demi-million de salariés du secteur public qui entreront en lutte contre le gouvernement. Comme l'histoire nous l'a prouvé, au Québec, la lutte des travailleurs du secteur public donne le ton pour l'ensemble du mouvement syndical. Or, en période de crise, les questions socio-économiques deviennent éminemment politiques. Préparons-nous pour une bataille importante qui a le potentiel, comme on l'a vu en Ontario, de représenter une véritable victoire pour la classe ouvrière.

Or cette bataille n'arrivera pas d'elle-même. Elle sera le fruit du travail minutieux et conscient des meilleurs éléments et des communistes. Avec 500 000 travailleur-euses en lutte contre un même patron, c'est là que les travailleur-euses

ont réellement le gros bout du bâton. C'est d'autant plus vrai que ce conflit oppose directement les salarié-es aux plans patronaux consolidés puisqu'il s'attaque à l'État-patron.

Plus que jamais, il est temps d'être à l'offensive et nous, communistes, devons mobiliser tous nos moyens – si modestes soient-ils – pour bâtir une solidarité active envers tous les actes de résistance de la classe ouvrière devant les « empiètements du capital » et ses différents efforts pour arracher du patronat « tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation. » (Marx : *Salaires, prix et profits*). De là, nous devons chercher à intensifier ces luttes jusqu'à les politiser.

Faire vivre et renforcer le PCQ-PCC

La classe ouvrière n'a pas à subir les offensives de la classe dirigeante. Les masses populaires disposent de tous les atouts nécessaires pour être protagonistes du monde qui les entoure, du monde qu'elles et elles seules bâtissent au quotidien. La classe dirigeante et exploiteuse devient de plus en plus parasitaire, ce qui la pousse dans ses derniers retranchements. C'est pourquoi elle affine constamment son offensive usant tantôt du venin populiste, tantôt de la social-démocratie et de la collaboration de classe pour anesthésier les différentes luttes populaires.

Dans un contexte de confrontation entre le capital et le travail qui s'exacerbe au quotidien, le rôle du Parti communiste est primordial. S'il est vrai que la révolution socialiste ne se fera pas uniquement avec les communistes, il est également vrai que sans nous, elle ne se fera pas. Nous devons donc donner la priorité à notre intervention organisée et minutieusement planifiée dans des milieux ciblés afin de préparer politiquement et idéologiquement les meilleurs éléments de la classe ouvrière et des masses populaires. C'est là l'objectif de notre travail d'agitation et de propagande. Nous ne pouvons nous permettre, même à notre niveau, de jouer les vagabonds politiques et sauter d'un mouvement à un autre selon l'orientation des projecteurs. Ce serait là confondre l'avant-garde avec l'avant-scène. La classe ouvrière n'a pas besoin de porte-paroles qui décident pour elle quelle direction doit prendre sa lutte, mais bien d'une organisation capable d'organiser sa colère et la diriger contre le capitalisme en général et, plus particulièrement, contre le capitalisme monopoliste d'État.

C'est donc en partant de cette prémisse que nous espérons animer une discussion autour des composantes de notre Parti et de son intervention. Renforcer nos cellules, régulariser la production et diffusion de notre organe, *Clarté*, nous renforcer en région, se réapproprier notre nom auprès du Directeur général des élections; tels sont nos défis. Plus fondamentalement, nous devons reprendre pied dans le mouvement syndical en priorité, remettre la question de la solidarité internationale et de l'anti-impérialisme au centre des préoccupations progressistes à travers le MQP. Nous devons également réactiver le mouvement des femmes et le rapprocher du mouvement syndical. Enfin, plus que jamais, il est temps d'affermir notre clarté idéologique de sorte que la classe ouvrière voie en le Parti communiste son propre parti et non comme un Parti composite à la solde d'une petite bourgeoisie incapable de prendre résolument position pour la transformation sociale révolutionnaire.

Tels sont les fronts que nous devons développer, telles sont les tâches autant internes qu'externes qu'il nous incombe d'accomplir. Il n'y a pas de muraille de Chine entre notre travail à l'interne et nos actions de masse. L'un se nourrit de l'autre. C'est ainsi qu'en renforçant le travail indépendant du Parti nous renforcerons la lutte des travailleur-euses. En programmant le socialisme à l'horizon, nous ne nous éloignons pas des masses populaires; au contraire, nous nous rapprochons de leurs aspirations les plus profondes. C'est là le point de convergence que nous devons mettre de l'avant et ce, de façon plus agressive. Nous ne pouvons attendre que les travailleurs viennent à nous, c'est à nous d'aller vers eux avec un programme clair.

Ce programme nous l'avons, c'est celui du Parti communiste et c'est le rôle de chacune de nos cellules de lui donner vie dans un lieu d'intervention précis. C'est ainsi que nous pourrons lutter contre notre propre impérialisme devant sa prédation universelle. C'est ainsi que nous devons lutter contre le militarisme et la guerre comme prolongation naturelle de la lutte des classes. C'est ainsi que nous devons remettre à l'ordre du jour la lutte pour le socialisme.